

La situation économique

si nous, les libéraux n'étions pas au pouvoir. Le gouvernement n'a rien d'autre à offrir aux Canadiens. Le ministre se tord les mains de désespoir tous les jours, il s'inquiète, mais il n'intervient pas, et pendant ce temps, nous continuons à assister à la hausse des prix du combustible, des aliments, des services de transport, des prêts, et le reste.

Ce soir nous avons pu voir à quel point le gouvernement était arrogant et insolent lorsque le ministre de l'énergie a tenté de nous faire avaler sa politique énergétique, une politique si faible qu'il a dû crier pendant 20 minutes. Il a dit qu'en octobre, seulement 15 à 20 derricks avaient quitté le Canada. Or chacune de ces installations a des retombées économiques de 1.4 million de dollars dans la région immédiate. Selon mes calculs cela veut dire une perte de 28 millions de dollars en novembre pour l'Alberta. Comme il faut 60 camions pour remorquer un derrick, cela veut donc dire qu'il y avait 1,200 camions qui remorquaient des derricks, et que les seuls à travailler étaient les camionneurs qui transportaient les installations à l'étranger.

Le ministre reste là et dit que seulement 20 derricks ont quitté le pays, que nous n'avons perdu que 28 millions de dollars en novembre. Son intervention de ce soir a été déplorable, tout à fait révoltante. Le ministre dit qu'une centaine de derricks sont inutilisés. Cela se comprend. Les sociétés ne peuvent plus se permettre de forer au Canada. Je suis sûr qu'avant longtemps, elles iront aux États-Unis car dans ce pays, on cherche à atteindre l'autonomie en matière d'énergie.

J'ai parlé d'airs inquiets et préoccupés, à l'exception d'une personne: le premier ministre (M. Trudeau). Je suis ici tous les jours. Il rit et plaisante lorsqu'on lui pose des questions concernant la situation des personnes âgées, des gagne-petit, des chômeurs, des habitants de l'Ouest qui ne sont pas représentés de ce côté-là de la Chambre. Il rit et plaisante lorsqu'il impose la clôture et que les députés qui s'inquiètent réellement du bien-être des Canadiens n'ont pas la possibilité de faire connaître leurs vues. Il reste assis là à rire et à plaisanter lorsque quelqu'un lui pose de sérieuses questions d'ordre économique ou social. Il trouve ça drôle.

Ce n'est pas drôle pour les Canadiens qui ne sont pas aussi aisés que le premier ministre ou moi-même. Le premier ministre a donné ce qu'il a considéré comme des conseils paternalistes aux personnes âgées, aux chômeurs et aux gagne-petit, l'autre jour, en leur disant de réviser leur budget afin de pouvoir acheter des denrées alimentaires. C'était des conseils venant d'un homme pour lequel le plus gros problème, lorsqu'il s'agit de réviser son budget, c'est de savoir quelle marque de champagne acheter. Il devrait s'excuser auprès de ces gens-là. Ce qu'il fait, c'est de leur faire abandonner les fèves pour des Gainesburgers. Voilà ce qu'il entend par un changement de priorités.

Le premier ministre s'intéresse à une chose: à lui-même. Il se moque de l'homme ou de la femme de la rue, d'un Canada uni ou de l'économie. Il s'intéresse à Pierre Trudeau. Il se désintéresse de son caucus, du parti libéral, des Canadiens de toutes classes sociales; il n'y a que sa propre vision du Canada et c'est sans doute la pire cause de dissension. Il est la pire cause de dissension que les Canadiens aient jamais connue.

M. Lang: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Le député ne respecte pas les règles de la pertinence en lançant des piques à l'égard du premier ministre, ce qui constitue en

fait une fausse représentation de la situation. Le premier ministre n'est pas là pour y répondre.

M. l'Orateur adjoint: Il y a là matière à débat et non à invoquer le Règlement.

M. McDermid: Je suis sûr que le premier ministre saura se défendre. Il est intéressant de voir le député de Kitchener prendre la parole et faire ces remarques étant donné les observations honteuses et révoltantes qu'a faites le ministre de l'Énergie ce soir au sujet de mon chef. Revenons-en à des questions plus importantes. Comme je le disais avant d'être si brusquement interrompu, à titre de représentant de l'Ontario, je me préoccupe vivement de l'Ouest.

● (0120)

Des voix: Oh, oh!

M. McDermid: C'est précisément ce qui arrive chaque fois qu'on parle de l'Ouest, quelqu'un là-bas s'esclaffe. Ils trouvent cela fort amusant, mais ça ne l'est pas. Le plus tôt vous vous rendrez dans l'Ouest pour voir ce qui s'y passe, mieux ce sera pour le Canada. J'ai passé quelque temps dans l'Ouest dernièrement et je suis vraiment inquiet, le mot effrayé est peut-être plus juste, quand je constate quelle est l'humeur des gens. Je ne veux pas que l'Ouest se sépare, pas plus que l'Ontario, le Québec ou Terre-Neuve. Toutefois, il faut imputer la responsabilité de la situation actuelle au gouvernement. Le gouvernement cherche délibérément à brouiller les régions centrales l'Ouest afin de s'arroger le pouvoir. Il agit ainsi en ce qui concerne la politique énergétique et économique, de même qu'en matière constitutionnelle.

Quant à moi, en ma qualité de député représentant une parcelle du Canada, je ne saurais tolérer pareille chose, et je pense que l'on peut en dire autant pour les citoyens de l'Ontario, du Québec, des Maritimes et de Terre-Neuve. Vous les avez trompés; vous les avez induits en erreur durant la dernière campagne électorale, mais la partie est terminée, veuillez me croire. J'ai remarqué que le premier ministre (M. Trudeau) n'avait pas sa rose aujourd'hui. Il aurait dû arborer un brassard noir lorsque la nouvelle flambée des taux d'intérêt et la montée du coût de la vie ont été annoncés. Il divise notre pays. Son conseil de ministres qui espère tous recevoir la bénédiction du premier ministre quand il s'en ira enfin si jamais il s'en va, ne fait que l'approuver. Les simples députés eux ne s'affirment pas.

Des voix: Bravo!

M. McDermid: Tout était très beau quand ils étaient dans l'opposition. Relisez ces paroles qui figurent à la page 245 du *hansard* du 16 octobre 1979. Un député que j'ai le plaisir d'appeler un ami, le député de Laprairie (M. Deniger), a dit ceci après s'être entretenu avec des habitants de l'Ouest:

J'ai constaté leur sentiment d'aliénation et j'ai sympathisé avec eux. Je m'engage à lutter pour les aider à surmonter leur désespoir. Je m'engage à combattre tout sentiment d'aliénation régional...

Où est donc aujourd'hui mon collègue libéral? Pourquoi ne lutte-t-il pas contre l'aliénation que son gouvernement provoque dans l'ensemble du pays?

Parlons maintenant des taux d'intérêt. Parlons des taux d'intérêt hypothécaire et des jeunes qui cherchent à acheter une maison. La chose leur est impossible. Le gouvernement a instauré un régime qu'il a appelé Programme d'aide pour l'accession à la propriété. C'est une accession purement hypothétique. Car ce programme offre des taux d'intérêt de 8 p.